



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**Marché public de fournitures courantes et de services**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

---

**Marché n° 2025-51**

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'OBJETS PUBLICITAIRES**

---

Accord-cadre à bons de commande passé en procédure formalisée

Appel d'offres ouvert

En application des articles L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2161-1 du code de la commande publique

**Ecole Nationale Supérieure Maritime**

10 Quai Frissard  
76600 Le Havre

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE .....	3
1.1.	Objet du marché .....	3
1.2.	Forme du marché .....	3
1.3.	Allotissement .....	3
ARTICLE 2.	PIECES CONTRACTUELLES .....	3
ARTICLE 3.	INTERVENANTS .....	4
3.1.	Désignation de l'acheteur .....	4
3.2.	Représentant de l'acheteur.....	4
ARTICLE 4.	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
4.1.	Durée du contrat .....	4
4.2.	Reconduction.....	4
4.3.	Délais d'exécution.....	4
ARTICLE 5.	PRIX.....	5
5.1.	Nature des prix .....	5
5.2.	Contenu des prix.....	5
5.3.	Modalités de variation des prix .....	5
5.4.	Prix catalogues .....	6
5.5.	Frais de livraison et conditions d'exonération .....	6
5.6.	Prestations sur devis .....	6
5.7.	Offres promotionnelles .....	6
5.8.	Prix dégressifs en fonction des quantités .....	7
5.9.	Modification d'un article présent du BPU .....	7
ARTICLE 6.	GARANTIE FINANCIERE .....	7
ARTICLE 7.	MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE .....	7
ARTICLE 8.	SERVICE FAIT.....	8
ARTICLE 9.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
10.1.	Vérifications .....	8
10.2.	Décision après vérification.....	8
ARTICLE 11.	FACTURATION.....	8
11.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
11.2.	Présentation des demandes de paiement .....	9
11.3.	Conditions d'acceptation des factures.....	9
ARTICLE 12.	MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE.....	10
12.1.	Avance .....	10
12.2.	Mode de règlement.....	10
12.3.	Délai de paiement.....	10
12.4.	Paie ment des cotraitants .....	10
12.5.	Paie ment des sous-traitants .....	10
ARTICLE 13.	DEVELOPPEMENT DURABLE .....	11
ARTICLE 14.	PENALITES .....	11
ARTICLE 15.	ASSURANCES .....	13
ARTICLE 16.	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....	13
ARTICLE 17.	PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 18.	DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE .....	13
ARTICLE 19.	RESILIATION DU MARCHE .....	13
19.1.	Résiliation pour faute .....	13
19.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	14
19.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
ARTICLE 20.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	14
ARTICLE 21.	CLAUSES COMPLPLEMENTAIRES .....	15
ARTICLE 22.	DEROGATIONS.....	15

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ

### 1.1. Objet du marché

Cf. article 1er du CCTP.

### 1.2. Forme du marché

La procédure de passation utilisée est : la procédure formalisée en appel d'offres ouvert et sans négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2161-1 du code de la commande publique.

En vertu des articles L. 2113-12 et R. 2113-7 du code de la commande publique, le lot 3-recyclage est réservé à des établissements et services d'aide par le travail employant au moins 50% de travailleurs handicapés.

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L. 2122-1 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe l'ensemble des stipulations contractuelles et s'exécute à bons de commande conformément aux articles R. 2121-8 s., R. 2162-1 s., R. 2123-1 s., R. 2362-1 s. du code de la commande publique.

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donne lieu à **l'émission de bons de commande**. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni mise en concurrence préalable du titulaire.

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum HT	Maximum HT
Sans minimum	60 000 €

Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction, soit un total de 240 000 € HT maximum sur la durée totale du marché.

### 1.3. Allotissement

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Textile
02	VIP
03	Recyclage (lot réservé - article R. 2113-7 du code de la commande publique)
04	Autres

## ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;

- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), ses annexes et catalogues associés ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire (CRTDD, son annexe et fiches techniques) datée et signée par le représentant du candidat ou toute personne ayant pouvoir d'engager le candidat.

## ARTICLE 3. INTERVENANTS

### 3.1. Désignation de l'acheteur

Nom du pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale Supérieure Maritime

### 3.2. Représentant de l'acheteur

Représentant de l'organisme acheteur : Monsieur François LAMBERT, directeur général ENSM.

## ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

### 4.1. Durée du contrat

Le présent accord-cadre à bons de commandes débute à compter de la date de sa notification.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au 01 octobre 2025.

La durée de la période initiale est de 12 mois à compter de la date de sa notification.

### 4.2. Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement 3 fois par période de 12 mois.

La durée maximale, toutes périodes confondues, est de 48 mois soit jusqu'au 31/09/2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

### 4.3. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature des prestations à réaliser. Les délais d'exécution sont définis au BPU et son annexe « délais ». Cf. article 2.1 du CCTP.

Le titulaire s'engage à transmettre une adresse email durable permettant de s'assurer de la bonne réception des documents.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au plus tard jusqu'à 4 semaines après la date de fin de l'accord-cadre.

## ARTICLE 5. PRIX

### 5.1. Nature des prix

Les prix de l'accord-cadre définis dans le bordereau de prix sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées ou selon la prestation. L'ensemble de ces prix figurent dans l'offre du titulaire annexée au marché dans le Bordereau de Prix Unitaire – BPU.

### 5.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient du rejet ou de l'ajournement des prestations sont à la charge du titulaire.

### 5.3. Modalités de variation des prix

Les prix sont révisibles annuellement, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation basée sur l'indice SYNTEC.

Pendant la première année du marché, les prix sont fermes. Puis, au terme de la première année, le titulaire peut faire parvenir au pouvoir adjudicateur qui en accusera réception, le BPU ajusté pour la période suivante de l'accord cadre, sous format informatique .xls ou .xlsx.

A défaut de transmission, les prix resteront inchangés et restent ceux du BPU initial.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025. Ce mois est appelé "mois zéro" (Mo).

La révision des prix unitaires sera effectuée par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

Où :

P1 = Prix révisé

P0 = Prix contractuel initial (à la date de remise de l'offre) ou dernier prix révisé

S1 = Indice SYNTEC à la date de révision

S0 = Indice SYNTEC de référence applicable au mois zéro ou applicable au dernier prix révisé

#### Indice Syntec révisé - Fédération Syntec

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application de la formule ci-dessus.

Le titulaire envoie sa demande de révision des prix par mail ([marches.publics@supmaritime.fr](mailto:marches.publics@supmaritime.fr)) au service Achats dans les 15 premiers jours du mois de juillet de chaque année. Sans réponse de la part de l'ENSM dans le mois qui suit la réception de cette demande, la révision demandée est réputée acceptée.

#### **5.4. Prix catalogues**

En complément du Bordereau de Prix Unitaires (BPU), l'acheteur pourra recourir à des commandes sur la base de l'offre catalogue transmise par le candidat.

Les prix des articles commandés sur catalogue (offre catalogue) sont révisables sur la base des prix publics du catalogue du fournisseur à partir de laquelle on procède à l'ajustement du prix de la prestation.

Comme pour les prix du BPU, pendant la première année du marché, les prix du catalogue sont fermes. Puis, au terme de la première année, le titulaire peut faire parvenir au pouvoir adjudicateur qui en accusera réception, les prix des articles commandés sur catalogue ajustés pour la période suivante de l'accord cadre, sous format informatique .xls ou .xlsx

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché selon les modalités mentionnées à l'article 5.3 du présent CCAP.

#### **5.5. Frais de livraison et conditions d'exonération**

Par dérogation à l'article 10 du CCAG, pour les produits de son offre catalogue, le candidat indique dans offre :

- Le montant minimum de commande permettant à l'ENSM d'être exonérée des frais de port par points de livraison ;
- Le montant maximum forfaitaire des frais de port, par point de livraison, pour les commandes d'un montant inférieur. Le montant de frais de port facturé ne pourra par conséquent pas dépasser le montant maximum forfaitaire indiqué mais pourra lui être inférieur.

Les éventuels frais de port ainsi facturés doivent apparaître distinctement sur la facture.

Les frais de port relatifs au retour de fournitures livrées non conformes aux prescriptions du marché sont à la charge du titulaire.

#### **5.6. Prestations sur devis**

Pour articles ne figurant pas dans l'offre du titulaire (dans le bordereau des prix unitaires ou dans son offre catalogue) mais que le titulaire est en mesure de proposer sur la base de son sourcing fournisseur, le titulaire établit sur demande de l'ENSM un devis des articles qu'il est en mesure de proposer et indique le délai de fabrication et de livraison des fournitures concernées.

Une fois accepté par l'ENSM, le devis est ferme et engage le titulaire à fournir les articles prévus.

#### **5.7. Offres promotionnelles**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

### 5.8. Prix dégressifs en fonction des quantités

Le titulaire s'engage à appliquer des prix unitaires dégressifs en fonction de quantités. Ces prix dégressifs s'appliqueront par commande, en fonction des quantités effectivement commandées et seront automatiquement pris en compte sans demande spécifique de l'acheteur.

Le principe de dégressivité devra être clairement détaillé par le candidat dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Ce barème servira de base pour l'émission des bons de commande ou des facturations.

### 5.9. Modification d'un article présent du BPU

En cas de changement de référence ou de marque d'un article figurant au catalogue ou bordereau des prix unitaires en cours de marché, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur en indiquant la nouvelle référence ou marque proposée et transmet le bordereau de prix unitaires à jour à l'ENSM qui en accuse réception. Dans ce cas, la nouvelle référence correspondant à la mise à jour du catalogue/BPU du titulaire devra se situer dans une même gamme de prix, à qualité égale ou supérieure. **Le pouvoir adjudicateur valide la nouvelle référence proposée, sur fourniture d'un échantillon et de sa fiche technique, par simple courrier (ou courriel) notifié.**

Dans le cas d'une substitution ponctuelle pour cause de rupture momentanée, le titulaire s'engage à fournir un produit de qualité équivalente ou supérieure. Il facture le produit de substitution au prix du produit substitué figurant au bordereau des prix unitaire ou catalogue.

## ARTICLE 6. GARANTIE FINANCIERE

Aucune garantie financière n'est demandée.

## ARTICLE 7. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

A compter de la notification du marché, l'exécution des prestations débute à l'émission de bons de commande par l'ENSM au titulaire, basés sur les prix unitaires (BPU) du marché.

Les bons de commande sont établis au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'ENSM jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'ENSM veille à optimiser ses commandes afin de limiter les frais de gestion induits et afin de réduire l'impact des frais de port, de mise en production subis par le titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le **numéro du marché** ;
- La nature et la description des prestations à réaliser (désignation et quantités) ;
- Le lieu, les délais de livraison ou date de livraison prévue ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- La date et le numéro du bon de commande (**numéro d'EJ**) ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

La durée d'exécution d'un bon de commande ne saurait être supérieure à 1 mois à condition de son émission (ou de la validation du BâT).

## **ARTICLE 8. SERVICE FAIT**

Par dérogation à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS (Contenu de la demande de paiement), les pièces justificatives nécessaires au paiement sont transmises à l'ENSM en amont de la facture, au-fur-et-à-mesure de l'exécution des prestations.

Ces documents sont mis à disposition de l'ENSM de manière dématérialisée.

Les documents transmis et constitutifs du service fait (= livrables) sont principalement :

1. Le bon de livraison détaillé signé ;

**ET**

2. Le bon à tirer, signé (BâT) ;
3. Le bon de commande, signé.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur sont constitutifs du service fait.

## **ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1. Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

### **10.2. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 11. FACTURATION**

### **11.1. Acomptes et paiements partiels définitifs**

Il n'est pas prévu d'acompte au présent marché.



## 11.2. Présentation des demandes de paiement

Chaque bon de commande donne lieu à une facture distincte. Les prestations sont réglées après service fait, à réception de la totalité de la commande.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Le titulaire est dans l'obligation d'adresser ses factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse) ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- **La référence au marché et au lot** ;
- La référence au bon de commande (**numéro d'EJ**) relatif à la facture ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité facturée et la dénomination précise des fournitures ;
- Le prix unitaire HT ;
- Le taux et le montant de la TVA (le cas échéant) ;
- Le montant TTC.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation ne pourra intervenir qu'après livraisons complètes de la commande.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001309700071

## 11.3. Conditions d'acceptation des factures

Les factures non couvertes par un bon de commande ne sont pas acceptées.

Les factures non conformes aux pièces transmises au titre du service fait (ARTICLE 9 : SERVICE FAIT) en amont ne sont pas acceptées.

En cas de cotraitance :

- Le mandataire du groupement valide préalablement à leur envoi à l'acheteur les factures du cotraitant, et s'assure que les prestations facturées sont couvertes par un bon de commande ;
- Cette validation prend la forme d'une mention datée et signée précisant le nom et la fonction de la personne y ayant procédé.

En cas de sous-traitance :

- Les factures du sous-traitant sont validées par le mandataire du groupement ;
- En cas de sous-traitance par un cotraitant de groupement solidaire, les factures sont validées par le responsable légal du cotraitant et par le mandataire du groupement.

## ARTICLE 12. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

### 12.1. Avance

Une avance de 30% sur les bons de commande supérieurs à 5 000 € HT peut être accordée au titulaire, s'il le précise expressément dans l'acte d'engagement.

Elle est réglée sans formalités à l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### 12.2. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement bancaire au crédit du compte unique indiqué par le titulaire (titulaire unique ou groupement d'opérateurs) dans l'acte d'engagement.

### 12.3. Délai de paiement

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours au plus à compter de la date de mise à disposition de la facture sur CHORUS PRO.

Si l'acheteur constate après réalisation du service fait que la facture ne comporte pas l'ensemble des mentions prévues par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées, il peut suspendre le délai de paiement dans les conditions précisés aux articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

Passé ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire en application de l'article des articles L. 2192-12 et L. 2192-13 du code de la commande publique dont le taux est fixé par voie réglementaire.

De même que ce retard de paiement ouvre droit à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

Dans l'hypothèse où les frais de recouvrement exposés par le titulaire sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire versé, le titulaire peut demander une indemnisation complémentaire sur justification.

### 12.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 12.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

L'ENSM est engagé dans une démarche de commande publique durable et est attentif à l'approche environnementale manifestée dans la composition des produits proposés et leur mode de livraison (article 3 du CCTP).

Certains articles du BPU sont attendus avec une plus-value environnementale. Les caractéristiques doivent comporter par exemple des matériaux recyclés, biosourcés, équitables, etc. Les emballages superflus doivent être supprimés et les livraisons optimisées pour réduire l'impact carbone.

## ARTICLE 14. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sont toutes cumulables. Elles sont sans préjudice de la constatation du service fait et du paiement des prestations par l'ENSM.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

- **Pénalités de retard dans l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard une pénalité fixée à :

Occurrence	Valeur	Précisions
Journalière / Jour ouvré	20,00 €	Dépassement du délai de livraison maximum indiqué dans le BPU

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sur simple constatation d'un manquement à une obligation contractuelle.

Le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai raisonnable. L'acheteur lui indique le montant des pénalités prévues, le ou les retards reprochés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le fournisseur n'établissent pas que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités s'appliquent et sont calculées, à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

- **Pénalités pour défaut de marquage**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, pour tout défaut de qualité du marquage, jusqu'à mise en conformité du marquage, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 10,00 € par jour calendaire de retard.

Le défaut de qualité de marquage fait l'objet d'une notification écrite du pouvoir adjudicateur. Ce courrier, ou mail avec accusé de réception.

- **Pénalités de non-transmissions des statistiques annuelles d'achat**

<b>Pénalité</b>	<b>Fait générateur et mode de calcul</b>
Pénalité pour retard dans la transmission des indicateurs	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG pour chaque jour de retard au-delà de la date anniversaire du marché, une pénalité de 10 € par jour sera appliquée jusqu'à réception complète des données.
Pénalité pour absence de fourniture des indicateurs à l'issue d'un délai de 30 jours	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG si, à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la date anniversaire du marché, les indicateurs n'ont pas été transmis, une pénalité forfaitaire de 150 € sera appliquée, en sus des pénalités de retard mentionnées ci-dessus.
Pénalité pour non-conformité des indicateurs fournis	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de transmission d'indicateurs incomplets ou non conformes aux exigences du marché, aucune pénalité ne sera appliquée. Le titulaire disposera néanmoins d'un délai de 15 jours pour fournir des indicateurs corrigés et conformes. Passé ce délai, des pénalités de retard de 10 € par jour s'appliqueront jusqu'à l'obtention des indicateurs conformes aux attentes du pouvoir adjudicateur.
Pénalité pour récurrence du non-respect des obligations	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de récurrence (deuxième non-respect consécutif ou sur deux années distinctes), le montant des pénalités sera majoré de 25 % et pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

- **Autres pénalités**

Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques de l'acheteur :

Le titulaire, en cas de non-respect des prescriptions techniques fixées dans les documents du marché (CCTP, CCAP...) ou en cas de non-respect de ses engagements formulés dans le Cadre de Réponse Technique et Développement Durable (CRTDD), encourt une pénalité de 100,00 € par infraction constatée.

Pénalités de non-réalisation des prestations :

Dans le cas où le titulaire n'a pas débuté l'exécution des prestations à la date prévue par le bon de commande, une pénalité forfaitaire de 5% du montant HT des prestations concernées sera appliquée.

Pour son application, une mise en demeure préalable du pouvoir adjudicateur aura été adressée au titulaire afin qu'il puisse justifier de cette absence de démarrage à la date fixée.

Cette pénalité est transformée en pénalité définitive uniquement lorsque le titulaire n'a pas réalisé les prestations prévues au marché ou lorsque l'acheteur n'a pas jugé satisfaisantes les justifications du titulaire.

Dans le cas d'une exécution des prestations au-delà du délai contractuel, les pénalités de retard prévues au présent CCAP s'appliqueront.

## **ARTICLE 15. ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **ARTICLE 16. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **ARTICLE 18. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 19. RESILIATION DU MARCHE**

### **19.1. Résiliation pour faute**

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code précité, il peut être fait application aux torts et risques du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations du présent marché, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché aux torts et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et son délai d'exécution est fixé à 10 jours.

Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

La présente clause s'exécute dans les hypothèses et selon les modalités fixées par les articles 38 à 43 du CCAG-FCS sauf dans les cas listés ci-dessous :

- En plus des situations prévues par l'article 41.1 du CCAG-FCS visé, le présent accord-cadre peut être résilié par le pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.
- Dans cette hypothèse, et par dérogation à l'article 43.2.2.4 du CCAG-FCS visé, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

### **19.2. Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **19.3. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 20. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Rouen :

### **Tribunal Administratif de Rouen**

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00 Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## **ARTICLE 21. CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

### **1) Etat des commandes :**

Le titulaire doit fournir, dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'ENSM un listing (au format .xls ou .xlsx) des articles commandés en reprenant :

- Le service émetteur de la commande
- La date de la commande
- Le numéro du bon de commande
- Le libellé des articles
- La quantité
- Le prix unitaire
- Le statut de la commande : en cours, BâT à valider, en cours de fabrication, en cours de livraison, livrée, etc.

### **2) Attestation annuelle des prestations facturées pour le lot 3 (lot réservé) :**

Si la prestation est réalisée par un prestataire reconnu ESAT ou EA, celui-ci devra adresser au plus tard au 31 janvier N+1 une attestation compilant l'ensemble des prestations facturées et réglées sur l'année N (avec les numéros de facture associés) ainsi que le montant total de part main d'œuvre valorisable. Cette attestation devra être adressé par mail: [marches.publics@supmaritime.fr](mailto:marches.publics@supmaritime.fr)

## **ARTICLE 22. DEROGATIONS**

- L'article 5.5 du CCAP déroge à l'article 10 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 11.3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 43.2.2.4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 2.8 du CCTP déroge à l'article 13.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services